Le journal indépendant des étudiants de l'Université de Montréal | **www.quartierlibre.ca**

Quartier L!bre

Volume 27 | nº 8 | 26 février 2020

DES ÉTUDES STUPÉFIANTES

Hausse de la consommation des drogues de performance sur les campus

SEXUALITÉ
Nouvelle approche du plaisir chez les jeunes

MEURTRES EN SÉRIE
Une émission de télé relance des enquêtes non résolues

FAÉCUM

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS ÉTUDIANTES DU CAMPUS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

William Blaney
COORDONNATEUR AUX AFFAIRES EXTERNES
externe@faecum.qc.ca

AMÉLIORER LA CONDITION ÉTUDIANTE UN PAS À LA FOIS

La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAÉCUM) est présentement en période électorale. Vous aimeriez vous impliquer afin de contribuer à améliorer la condition étudiante à l'Université de Montréal? Vous avez jusqu'au 6 mars pour poser votre candidature!

Même si la FAÉCUM est connue par la communauté étudiante pour son offre de services et l'organisation de plusieurs événements phares sur le campus de l'Université de Montréal, sa mission première est de défendre les droits et les intérêts des étudiantes et des étudiants, principalement aux niveaux social, économique, académique et politique. C'est d'ailleurs dans ces domaines que chacun et chacune des membres du bureau exécutif de la FAÉCUM travaille et s'engage tout au long travaille et s'engage.

En tant que coordonnateur aux affaires externes de la FAÉCUM, j'élabore, selon les mandats donnés par le conseil central, le discours sociopolitique de la Fédération. Je m'occupe des relations avec les différents paliers gouvernementaux, les groupes sociaux et syndicaux, et les associations étudiantes des autres établissements d'enseignement supérieur. Afin de défendre les intérêts de la Fédération et de ses membres, je participe activement aux rencontres de l'Alliance canadienne des associations étudiantes (CASA-ACAE) et aux instances de l'Union étudiante du Québec (UEQ). Cette dernière, plus particulièrement, rassemble plusieurs associations étudiantes du Québec, parmi lesquelles on compte la FAÉCUM, partageant la même volonté de s'engager à défendre et à améliorer la condition étudiante au Québec.

LE CAUCUS DE L'UNION ÉTUDIANTE DU QUÉBEC

Du 14 au 16 février, plusieurs membres du bureau exécutif de la FAÉCUM et moi-même étions au caucus de l'UEQ, qui constitue l'instance décisionnelle de l'Union. Tous les trois mois, les associations étudiantes membres de l'UEQ se réunissent dans le but d'orienter le discours politique de l'association et de faire le suivi des orientations annuelles adoptées lors de l'assemblée générale annuelle. De plus, à l'occasion des séances du caucus, les différentes sous-instances de l'UEQ reçoivent des mandats (par exemple : rédiger des recherches, élaborer des plans d'action, etc.) qu'elles pourront gérer entre les rencontres ordinaires du caucus.

À l'occasion de ce caucus, plusieurs dossiers concernant l'évaluation de l'enseignement, les parents-étudiants et le logement étudiant ont été traités. Les plans d'action révisés pour l'année en cours ont également été adoptés. Les associations étudiantes participantes ont également eu la possibilité de discuter avec Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, Marwah Rizqy, porte-parole en matière d'éducation et d'enseignement supérieur de l'opposition officielle, ainsi que Gabriel Nadeau-Dubois, leader parlementaire du deuxième groupe d'opposition et porte-parole en matière d'éducation et d'enseignement supérieur, de plusieurs sujets importants pour la communauté étudiante, notamment :

- La santé psychologique ;
- L'aide financière aux études (AFE) et la campagne « Où est notre argent? » ;
- La lutte aux violences à caractère sexuel ;
- Le Programme de l'expérience québécoise (PEQ) ;
- Les bourses d'excellence en éducation ;
- Le financement de la recherche étudiante ;
- Les ressources éducatives libres ;
- Le logement étudiant ;
- L'imputabilité des administrations universitaires.

Les caucus de l'UEQ sont cruciaux en ce qui a trait à la prise des décisions qui vont guider le travail de l'association, de ses sous-instances et de ses comités de travail spécifiques. Si vous désirez en apprendre davantage au sujet de l'implication de la FAÉCUM dans les différents dossiers concernant les paliers gouvernementaux, les groupes sociaux et syndicaux, les autres associations étudiantes, l'UEQ et CASA, vous pouvez écrire à l'adresse externe@faecum.qc.ca.

CALENDRIER ÉLECTORAL DE LA FAÉCUM 2019–2020

31 JANVIER
Ouverture de la période électorale

26 FÉVRIER
Soirée d'informations

6 MARS
Fin de la période de mise en candidature

27-29 MARS
Congrès général annuel

Plus de détails à venir
FAECUM.QC.CA

FAECUM.QC.CA

ÉDITO

TOUS DROGUÉS

PAR ROMEO MOCAFICO

À quelques heures de la parution de cet article, je suis comme la plupart des étudiants en période d'examens : stressé et désireux de vouloir réussir. *Boosté* par la substance, les veines de mon front sont visibles et mon cœur s'emballe à l'idée de titrer cet éditorial de ce constat si alarmiste. Pourtant, ce n'est ni la cocaïne ni le Ritalin® qui m'anime dans sa rédaction, mais les cinq ou six autres drogues que j'ai consommées depuis mon réveil.

Qualifiées ou non « de performance », elles me procurent l'envie et l'énergie de remplir cette page blanche.

Cela fait-il de moi un tricheur ?

Au nom de la loi

Pour ma défense, il me semble opportun de rappeler la définition de ce que l'on nomme les « drogues de performances », ou « nootropes » : dans la littérature scientifique, la consommation de nootropes (provenant de *noos* – esprit, et *tropein* – courber) consiste en l'utilisation de substances, licites ou illicites, dans le but d'augmenter ses facultés cognitives telles que la mémoire, l'attention et l'éveil[1].

Dans un contexte universitaire, plusieurs options s'offrent donc à ceux qui pensent pouvoir améliorer leurs moyennes de cette façon. Boissons énergisantes, sucre ou *speed,* les jeunes n'hésitent pas à débroussailler de nouveaux chemins vers la réussite. Les stimulants naturels ne sont toutefois pas ceux qui divisent aujourd'hui l'opinion ou ceux qui poussent le Centre de santé et consultation psychologique de l'UdeM à réagir pour limiter ces nouvelles pratiques (page 4).

Comme le souligne l'enquête du *Pigeon Dissident* au sein de la Faculté de droit de l'UdeM, les jeunes sont de plus en plus nombreux à détourner l'usage de drogues prescrites aux personnes souffrant de TDAH pour les mettre au service de leurs révisions. Leur consommation serait même deux fois supérieure à ce que relève en moyenne la littérature et les médias, dont de nombreuses pages sont consacrées au phénomène[2].

Boissons énergisantes, sucre ou *speed,* les jeunes n'hésitent pas à débroussailler de nouveaux chemins vers la réussite.

Il existerait donc une typologie des drogues de performance, dont les deux étalons sont la loi et l'opinion publique : n'est finalement « drogue » que ce que l'on nomme « drogue », et « tricheurs » uniquement ceux étiquetés comme tels.

À titre d'exemple, les effets du THC sont semblables, voire plus efficaces, que ceux des médicaments lorsque certains cherchent à se concentrer. Le cannabis ne fait pas partie des drogues de performance, mais certains l'utilisent comme telles (page 4). En résulte un traitement informatif intriguant des différents stimulants, surtout lorsque l'on sait que la substance de performance la plus consommée dans la population étudiante reste la caféine[1].

Si la loi m'a jugé coupable, c'est peut-être en la morale que je pourrais trouver son salut.

À chacun son cocktail

Tout le monde ne gobe pas des pilules, mais chaque personne a sa manière de compenser. Pour justifier mes écarts, je m'appuierai donc sur la théorie de notre anonyme de notre page 5. « *Ces médicaments aident à se concentrer, mais ne rendent pas plus intelligent. Pour certains un café fonctionne, tandis que pour d'autres, non. On n'a pas tous les mêmes chances et ces médicaments permettent un rééquilibre.* »

Tout est question d'éthique pour ce défenseur de l'égalité des chances. La fin justifie les moyens. Tout comme l'UdeM estime que les étudiants qui prennent des psychostimulants pour des raisons médicales ne doivent pas être stigmatisés, il ne faudrait pas à l'inverse pointer du doigt les désignés tricheurs. Surtout dans pareil environnement.

Drogués au modèle « addictogène »

Il faut dire que le contexte est propice à générer ce genre de pratiques. Un expert alerte sur l'augmentation de la charge de travail pour quasiment tous les individus. Il y a fort à parier que cette formule se perpétue dans les années à venir. « *Dans une société comme celle-là, la consommation de drogues, que ce soit pour dormir, pour travailler ou pour faire la fête, va continuer* » (page 5). Les étudiants ne sont pas épargnés, régis par un système de performance où les valeurs d'excellence et de dépassement de soi sont légion.

Désigner les tricheurs ne fera pas avancer la cause. Revenir aux sources du problème, plutôt que de s'attarder sur ses conséquences, me paraît être plus raisonnable. Mais pour renverser ce modèle productiviste, il faudra plus qu'un petit remontant.

Et vous votre café, il est bon ?

1. Denise AUBÉ, « La santé cognitive, une nouvelle cible pour vieillir en santé », Institut national de santé publique, novembre 2017.

2. *Le Pigeon Dissident* : Les résultats du sondage sur la consommation de drogues de performance, novembre 2019.

Prochaines réunions de production : les mercredis 26 février et 25 mars à 16 h 00 au local B-1274-6 du pavillon 3200, rue Jean-Brillant.

Quartier L!bre

RÉDACTEUR EN CHEF
Romeo Mocafico
redac@quartierlibre.ca

CHEFS DE SECTION

CAMPUS
Esther Thommeret
campus@quartierlibre.ca

SOCIÉTÉ
Édouard Ampuy
societe@quartierlibre.ca

CULTURE
Marc Boulanger
culture@quartierlibre.ca

Camille Balzinger, Coralie Beaumont, Marine Gachet, Nathan Kabuya, Cristian Mironescu, Nour Musawi, My An Nguyen, Maude Ouellet, Louis-Philip Pontbriand, Raphaël Quinteau, Antoine Trussart

PHOTOGRAPHE DE LA UNE
Romeo Mocafico

PHOTOGRAPHE
Jacob Côté

INFOGRAPHE
Alexandre Vanasse

CORRECTRICE
Gaëlle Varnier-Brunet

RÉVISEURE
Amélie Bayeur

DIRECTRICE GÉNÉRALE
Marie Roncari

PUBLICITÉ
Accès-Média [accesmedia.com]

IMPRESSION
Hebdo-Litho

POUR NOUS JOINDRE
Tél. : 514 343-7630
Courriel : info@quartierlibre.ca
Site web : www.quartierlibre.ca
Quartier Libre est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par Les Publications du Quartier Libre, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993. Bimensuel, *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs. Tirage de 6 000 exemplaires.

ADRESSE :
3200, rue Jean-Brillant
(local B-1274-6)
Montréal (Québec) H3T 1N8

DÉPÔT LÉGAL :
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1198-9416

Tout texte publié dans *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.

PROCHAINE TOMBÉE
2 mars 2020

PROCHAINE PARUTION
25 mars 2020

SE DROGUER POUR RÉUSSIR

Pour améliorer leurs résultats à l'université, des étudiants utilisent diverses substances. Ces pratiques connaissent une forte progression et présentent un risque de dépendance.

PAR RAPHAËL QUINTEAU

« Pendant une semaine de révision au quatrième étage de la Bibliothèque des lettres et sciences humaines, durant la nuit, tu peux entendre des gens sniffer dans les toilettes des hommes », affirme l'ancien étudiant au baccalauréat de l'UdeM, Paul*. Dans son entourage, certains de ses amis prenaient également du « speed » à la bibliothèque pour ne pas s'endormir.

> *« J'ai été très efficace dans mes révisions, mais le lendemain, je ne me souvenais de rien, c'était le* black-out. *Les examens étaient finalement deux fois plus angoissants. »*
>
> Sophie
> Ancienne étudiante française en échange à l'UdeM.

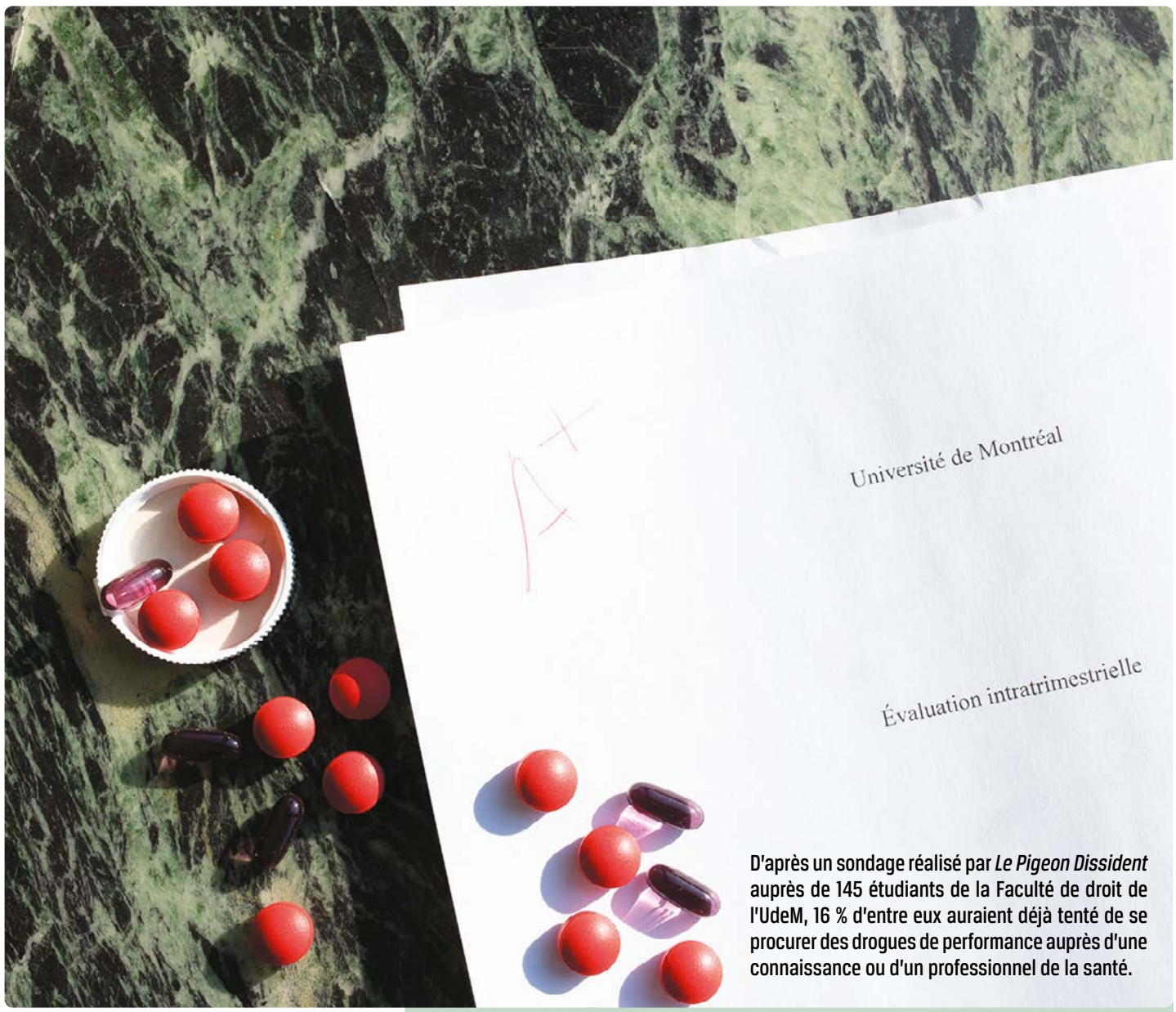


Photo : Jacob Côté

D'après un sondage réalisé par *Le Pigeon Dissident* auprès de 145 étudiants de la Faculté de droit de l'UdeM, 16 % d'entre eux auraient déjà tenté de se procurer des drogues de performance auprès d'une connaissance ou d'un professionnel de la santé.

Le 27 novembre dernier, *Le Pigeon Dissident* a dévoilé une enquête[1] sur la consommation de drogues de performance au sein de la Faculté de droit de l'UdeM. *« Le niveau d'anxiété généralisé et la crainte de moins bien performer sont une réalité bien ancrée et il est plus qu'évident que cela impacte les habitudes de consommation des étudiants »*, peut-on lire. Cette étude témoigne de l'inquiétude des étudiants quant à leur réussite universitaire et de leur tendance à se tourner vers les différentes drogues pour être performants.

La performance à tout prix

L'appellation « drogues de performance » fait référence à plusieurs substances. *« Il s'agit d'un large éventail de substances, dont les effets sont prétendus ou avérés*, explique le professeur agrégé à l'École de psychoéducation de l'UdeM, Jean-Sébastien Fallu. *Cela peut inclure les amphétamines ou encore les nootropes[2], qui pourraient amplifier les capacités cognitives. La caféine et la cocaïne, qui permettent de rester éveillé plus longtemps, en font également partie. »*

L'ancienne étudiante française en échange à l'UdeM Sophie* a essayé à deux reprises la cocaïne pour réviser juste avant un examen, mais elle en garde un très mauvais souvenir. *« J'ai été très efficace dans mes révisions, mais le lendemain, je ne me souvenais de rien*, témoigne l'étudiante. *C'était le* black-out. *Les examens étaient finalement deux fois plus angoissants. »*

Sophie fume aussi du cannabis pour éviter de se poser trop de questions et pour pouvoir se concentrer sur une seule chose à la fois. D'après M. Fallu, le cannabis ne fait pas partie des drogues de performance. Pourtant, Sophie l'utilise comme tel. Au départ, il s'agissait d'une consommation récréative, mais avec l'anxiété des études, l'étudiante s'est mise à fumer pendant ses révisions et avant ses examens.

Sophie a conscience des problèmes soulevés par sa dépendance. *« Avec le temps, le cannabis est devenu un placebo pour beaucoup de choses, notamment face au stress que procurent les examens*, avoue-t-elle. *Je me dis qu'à un moment il va y avoir un problème, ne serait-ce qu'au niveau de ma mémoire. Des fois, j'ai remarqué que ça ne m'avait pas forcément aidé. »* Aujourd'hui, elle se considère bel et bien comme dépendante du cannabis.

〉 LES SERVICES DE L'UdeM

Face à ces drogues de performance, l'UdeM a créé un « Vrai ou faux » en cinq questions accessibles sur Internet dans le Centre de santé et consultation psychologique de l'UdeM (CSCP). *« Actuellement, un comité aux affaires étudiantes est en train d'évaluer la manière dont nous pourrions changer et améliorer la charge académique, pour que nos étudiants puissent avoir un meilleur équilibre de vie et d'étude »*, précise la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara.

La directrice du CSCP, Virginie Allard-Cameus, assure que l'Université a mis en place différentes mesures afin de soutenir ses étudiants, notamment le programme Sentinelle. *« Il permet aux étudiants de se diriger vers du personnel réparti partout sur le campus et formé pour écouter et référer au besoin »*, explique-t-elle.

L'initiative Défi Soi, un programme qui sensibilise les étudiants à adopter de saines habitudes de vie et leur donne des outils afin de réduire leur stress et anxiété, a également été mise en place. *« On parle de santé physique, de santé psychologique, de santé émotionnelle, de santé spirituelle »*, énumère-t-elle. Mme Allard-Cameus mentionne également la campagne « Ça va aller », qui existe depuis 2019 en collaboration avec la FAÉCUM, qui a pour objectif d'informer les jeunes sur les différents enjeux de santé mentale.

Les problèmes d'accoutumance

Selon les recherches[3] de la professeure à l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) Marie-Christine Brault la consommation de psychotropes est trois fois plus importante au Québec qu'ailleurs au Canada. Ces types de médicaments, comme le Ritalin® ou la Vyvanse®, permettent notamment de soulager les troubles de l'attention. Toutefois, le nombre de consommateurs semble plus important que le nombre de personnes qui ont reçu un réel diagnostique de TDAH (trouble de déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité).

> *« Il ne faudrait pas que des étudiants qui prennent des psychostimulants pour des raisons médicales soient stigmatisés, montrés du doigt et accusés de tricherie.»*
>
> Geneviève O'Meara
> Porte-parole de l'UdeM

« Depuis ma première année, je vois des étudiants qui en achètent à des dealers ou des personnes qui étaient TDAH, mais avant je n'ai jamais voulu en prendre, à cause de mon problème de cœur », souligne Paul. Son ex-compagne a été diagnostiquée, puis a souhaité réduire sa consommation de médicaments en raison d'une dépendance qui s'installait. *« Un jour, j'ai pris une de ses pilules parce que j'avais trop d'échéances au même moment, et ça a vraiment très bien marché, donc j'en ai repris »*, déclare-t-il.

Les risques pour la santé, que ce soit chez des personnes diagnostiquées ou non, sont identiques. Selon M. Fallu, le principal problème est de développer une accoutumance et de ne plus savoir travailler sans ces médicaments. Il existe des effets secondaires, comme Sophie en a fait l'expérience. *« Le Ritalin® m'a fait les effets d'une drogue, mon cœur s'est mis à battre très fort*, détaille-t-elle. *Sur le moment, j'ai eu la sensation que mes performances étaient augmentées, parce qu'il était impossible pour moi d'arrêter tellement mon corps et mon cerveau étaient pris là-dedans. Par contre, une fois que les effets du médicament ont pris fin, j'avais la sensation d'être épuisée tant physiquement que psychiquement. »*

Une société « addictogène »

« Des données scientifiques montrent qu'il y a actuellement dans la société une augmentation de la charge de travail pour quasiment tous les individus, affirme M. Fallu. *Il y a donc clairement une société de plus en plus productiviste. »* D'après lui, la solution est de remettre en question cette société de performance, de valeurs d'excellence et de dépassement de soi, sans contrebalancer avec des valeurs d'équilibre de vie, de bien-être et de respect de ses limites. *« C'est clair que tant qu'on est dans une société comme celle-là, la consommation de drogues, que ce soit pour dormir, pour travailler ou pour faire la fête, va continuer*, constate-t-il. *Nous sommes dans une société addictogène. »*

Triche ou pas triche ?

Prendre des drogues de performance serait, selon certains, une forme de tricherie. Sophie et Paul n'ont pas le même avis sur la question. L'étudiante ne considère pas le cannabis comme un moyen de tricher. En revanche, lorsqu'elle a consommé du Ritalin®, la sensation était différente. *« Au fond de moi, lorsque j'avais un regain d'énergie pendant les révisions, je me disais bien que les personnes qui ne prenaient rien n'étaient certainement pas capables d'en faire autant en si peu de temps »*, admet-elle.

Pour Paul, ces médicaments aident à se concentrer, mais ne rendent pas plus intelligent. *« Pour certains, un café fonctionne tandis que pour d'autres, non*, explique l'étudiant. *Dans ce cas-là, il faudrait partir du postulat qu'on n'a pas tous les mêmes chances et que ces médicaments permettent un rééquilibre. »*

D'après la porte-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara, le secrétariat général n'a jamais eu à évaluer ce cas de figure. *« Il ne faudrait pas que des étudiants qui prennent des psychostimulants pour des raisons médicales soient stigmatisés, montrés du doigt et accusés de tricherie,* souligne-t-elle. *Par rapport à la prise de médicaments non prescrits, l'Université préconise la sensibilisation et la consommation responsable. »* La porte-parole estime que la consommation de psychostimulants est difficile à prouver et à vérifier.

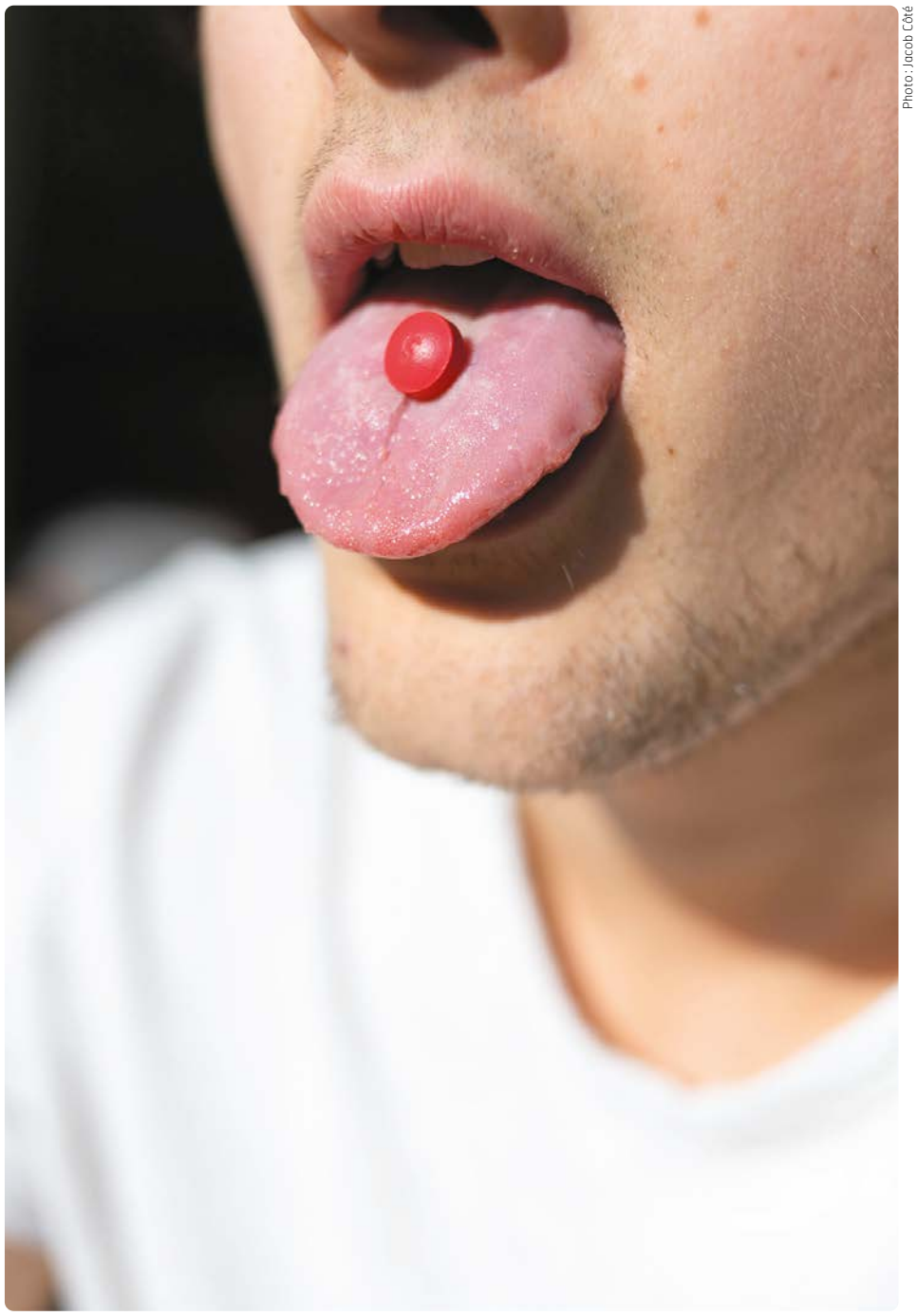


Photo : Jacob Côté

*Les noms sont fictifs pour préserver l'anonymat des étudiants.

1. *Le Pigeon Dissident* (2019) : « Les résultats du sondage sur la consommation de drogues de performance : Après la prescription acquisitive, la prescription addictive ? »
2. Substances diverses impliquant une augmentation cognitive comme la caféine.
3. Résultats préliminaires d'une étude comparative entre le Québec et la Flandre concernant la consommation de psychostimulants pour le TDAH présentés devant l'Assemblée nationale le 6 novembre 2019. < http://bit.ly/2Pq5GE1 > (consulté le 10 février 2020).

Salut les étudiants!

Vous avez du temps libre cet été!

Joignez-vous à notre campagne #BENEVOLATFORT, seul ou avec un ami!

Remplissez les exigences
de bénévolat de votre programme d'études
Augmentez votre expérience
Améliorez votre CV — *Amusez-vous!*

514-694-5850
www.benevolepcbo.com

WEST ISLAND Citizen Advocacy
Parrainage Civique de la BANLIEUE OUEST
WICA • PCBO

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

BOURSES D'IMPLICATION ÉTUDIANTE

30 BOURSES DE **1 000 $** ET **500 $**

pour récompenser l'implication bénévole à l'UdeM !

50 % des bourses sont réservées à des femmes

DÉPOSE TA CANDIDATURE !
DATE LIMITE : **1 AVRIL 2020**

FAECUM.QC.CA

FAÉCUM

ROCHE, PAPIER, TRIÉ

En une année, près de 170 tonnes de papier sont ramassées sur le campus de l'UdeM. Afin d'assurer la qualité du triage et de permettre un recyclage efficace, l'Université fait face à plusieurs défis.

PAR CORALIE BEAUMONT EN COLLABORATION AVEC ESTHER THOMMERET

De mai 2018 à avril 2019, le campus de l'UdeM a récupéré 120 tonnes de papier et 52 tonnes de carton issues des bacs de recyclage, selon la parole-parole de l'UdeM, Geneviève O'Meara. Afin de réaliser le tri des différents types de papier, l'UdeM fait appel aux services de l'entreprise d'économie sociale RécupérAction Marronniers (RAMI).

L'UdeM collabore avec RAMI, une entreprise d'économie sociale dont 70 employés sont atteints d'une limitation fonctionnelle.

Photo : Jacob Côté

Le tri du papier

Après une première séparation grâce à des machines, les employés de RAMI opèrent manuellement un tri pour séparer le papier blanc, le carton, les journaux et les papiers mixtes. À l'UdeM, contrairement à d'autres universitées comme celle de Sherbrooke (UdeS) (voir encadré), les étudiants peuvent déposer tous les types de papier dans le même bac de recyclage. *« Une fois que les matières ont été triées à l'usine, on les revend localement, généralement aux papeteries Cascade, Kruger ou Rolland »,* explique la responsable du service à la clientèle chez RAMI, Florence Houle. D'après elle, la seule difficulté serait la contamination du papier par d'autres matières comme le plastique ou les résidus alimentaires.

Qu'est-ce qu'un papier recyclable de qualité ?

« Un bon papier à recycler, c'est un papier qui n'est pas mélangé, qui a donc été trié et qui contient un faible taux de contaminants », détaille le vice-président communications, affaires publiques et développement durable de la papeterie québécoise Cascade, Hugo D'Amours. Selon lui, l'encre utilisée ou le fait qu'il s'agisse d'un papier qui a déjà été recyclé ne sont pas des critères qui entrent en compte pour évaluer la qualité de celui-ci. *« La fibre de bois peut être recyclée généralement jusqu'à sept fois,* précise-t-il. *Si un papier a déjà été recyclé dans le passé, ce n'est donc pas un obstacle. »*

M. D'Amours ajoute qu'il est préférable que le taux de contaminants du papier soit faible. *« On peut quand même en accepter un certain taux, et ils seront retirés lors du nettoyage et du processus de mise en page »*, souligne-t-il.

L'importance du tri

Un papier à recycler de qualité est avant tout un papier bien trié. *« Le type de produits qu'on fait va impacter la matière première qu'on utilise,* explique M. D'Amours. *Par exemple, si on veut fabriquer des boîtes en carton, on va utiliser des vieilles boîtes en carton. »* D'après lui, près de 83 % de la matière utilisée par Cascade provient du recyclage. *« La matière recyclée a donc pour nous une immense valeur, on aime dire que notre forêt, elle est dans le bac de recyclage »,* affirme-t-il.

L'UdeM exige du papier blanc et du papier de couleur fabriqués avec au moins 30 % de fibres post-consommation, selon le Service d'impression de l'Université. *« En général, nous pouvons dire que 95 % de notre papier contient 30 % de papier recyclé,* confirme le responsable du service, Mathieu Boudreault. *La majorité de notre papier est certifié FSC*[1]*. »*

Un manque de qualité

La papeterie Cascade déplore n'obtenir qu'une faible quantité de papier recyclé du Québec pour approvisionner ses usines. *« Ça fait très longtemps que Cascade mentionne qu'elle serait prête à prendre plus de papier, mais il n'est pas assez de bonne qualité »*, regrette le technicien en environnement et en développement durable à l'UdeS, Stéphane Meloche.

D'après lui, il est difficile pour les papeteries d'obtenir un papier de bureau de qualité. *« Si Cascade continue de se plaindre, c'est parce que le système de collecte de papier de bureau au Québec n'est pas adéquat pour que cette entreprise puisse faire un bon travail, sans que cela lui coûte trop cher*, estime M. Meloche. *Cascade doit faire beaucoup de tri dans le papier pour faire des ballots de qualité. »*

Le nouveau directeur de l'Unité du développement durable de l'UdeM, Ronald Jean-Gilles, et son équipe ont pour projet de réfléchir à une nouvelle politique de gestion des matières résiduelles.

1. Les étiquettes FSC Recyclé identifient les produits qui sont fabriqués avec 100 % de fibre recyclée.

〉 LE CAS DE L'**UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE**

D'après le classement GreenMetric 2018, l'UdeS détient l'une des premières places au Canada pour ses réalisations en matière de développement durable. L'Université a opté pour un système de tri à la source. Les étudiants déposent le papier blanc dans le bac à recyclage dédié au papier. Les autres papiers, comme les journaux, doivent être déposés dans le bac à recyclage mixte, qui accueille également le plastique, le verre et le métal. *« Dans les couloirs, il y a des îlots de récupération avec trois parties : déchets, papier et matières recyclables mélangées, qu'on appelle plastique, verre et métal »,* explique le technicien en environnement et en développement durable à l'UdeS, Stéphane Meloche. Un deuxième tri est ensuite réalisé par les préposés à l'entretien ménager.

L'UdeS rémunère la papeterie Cascade pour venir chercher le compacteur à papier dès qu'il est rempli. *« Périodiquement, on reçoit des redevances de Cascade en échange du papier de bonne qualité qu'on lui donne,* explique-t-il. *Le montant de redevance n'est pas fixe, c'est en fonction de la qualité du papier : plus il est propre, meilleures seront nos redevances »,* précise M. Meloche.

ALLEZ LES BLEUS, ALLEZ !

Une nouvelle ère commence pour les Carabins tandis que Marco Iadeluca devient le quatrième entraîneur-chef de l'équipe de football de l'UdeM. Le remplaçant de Danny Maciocia revient sur le rôle d'un entraîneur et sur son plan d'action pour faire des Bleus des athlètes « responsables ».

PAR NATHAN KABUYA

Après avoir été assistant de l'entraîneur-chef, coordonnateur offensif et responsable de l'encadrement académique des Carabins de 2011 à 2018, Marco Iadeluca a accepté le poste d'entraîneur-chef le 11 février dernier.

Un héritage à transmettre

« Le défi de devenir l'entraîneur-chef d'un programme aussi prestigieux et de représenter les trois institutions [HEC Montréal, Polytechnique Montréal et l'UdeM] *du campus, c'était trop fort pour ne pas se lancer dans la course »*, confie M. Iadeluca. En raison de son lien fort avec les Carabins, le remplaçant de Danny Maciocia souhaite maintenir la réputation de l'équipe ainsi que son niveau.

> « *Il est très important que les joueurs se perfectionnent en tant qu'athlètes, mais aussi en tant qu'hommes responsables et hommes modèles.* »
>
> Marco Iadeluca
> Entraîneur-chef de l'équipe de football des Carabins de l'UdeM

Tout en étant proche de l'ancien entraîneur, M. Iadeluca espère cependant se distinguer par son *leadership*. *« Je veux continuer dans la même voie, mais garder ma touche personnelle »*, affirme-t-il. Le style de M. Maciocia est, selon lui, plus « tactique », alors que le sien est davantage dans la proximité avec les joueurs. *« Il est très important qu'ils se perfectionnent en tant qu'athlètes, mais aussi en tant qu'hommes responsables et hommes modèles »*, explique-t-il.

En lutte contre le harcèlement sexuel

Parmi ses préoccupations, M. Iadeluca est particulièrement attentif au harcèlement sexuel à l'Université. L'entraîneur est conscient des différentes problématiques qui y sont liées, généralement présentes dans le domaine sportif. Selon lui, un athlète se doit d'être informé au même titre que les autres étudiants. À cet effet, il mentionne avoir contribué à la sensibilisation des jeunes sur ce sujet pendant sa carrière, notamment à l'époque où il était entraîneur au Collège André-Grasset. *« On a travaillé pour que nos athlètes reçoivent une formation sur ce qu'est le harcèlement sexuel »*, souligne-t-il.

En 2009, Marco Iadeluca a entraîné Laurent Duvernay-Tardif, aujourd'hui joueur de ligne offensive des Chiefs de Kansas City qui ont gagné le Super Bowl le 2 février dernier.

Photos : Courtoisie Carabins | James Hajjar

Le nouvel entraîneur-chef souhaite continuer dans ce sens avec les Carabins. *« Mon objectif est que tous nos athlètes deviennent de meilleurs hommes, de meilleures personnes, et la sensibilisation fait partie de tout ça »*, précise-t-il. M. Iadeluca ajoute qu'il soutiendra les initiatives présentes et futures proposées par l'UdeM sur la prévention au harcèlement, estimant que trop peu de gens sont conscients de ces enjeux.

Les rudiments du métier

Selon M. Iadeluca, le métier d'entraîneur présente de nombreux défis. Il existe une réelle différence entre son rôle et celui des joueurs. D'après lui, là où le joueur se concentre sur le jeu, la performance sportive et la victoire, l'entraîneur doit prendre en considération d'autres éléments, comme les forces et les faiblesses de ses joueurs, leur futur, leur bien-être et l'avenir de l'équipe. Les Carabins ont, à ses yeux, la force de créer un sentiment d'appartenance entre tous les étudiants de l'Université, en réunissant les trois institutions du campus.

M. Iadeluca est particulièrement fier du succès de l'athlète Laurent Duvernay-Tardif, l'un des joueurs qu'il a eu l'occasion d'entraîner lors de son passage au Collège André-Grasset, en 2009. Selon lui, le succès du joueur de ligne offensive des Chiefs de Kansas City, victorieux lors de la finale du Super Bowl du 2 février dernier, est un bel exemple qui va de pair avec la vision de l'athlète responsable, éduqué et performant qu'il souhaite inculquer à ses joueurs.

L'ancien entraîneur-chef, Danny Maciocia, a quitté l'UdeM après neuf ans de carrière au sein de l'équipe de football des Carabins (voir encadré). Le 13 janvier dernier, il a rejoint les Alouettes de Montréal en tant que nouveau directeur général de l'équipe.

〉 DANNY MACIOCIA

L'ancien entraîneur-chef de l'équipe de football des Carabins, Danny Maciocia, a quitté l'UdeM le 13 janvier dernier, après neuf ans de carrière. Pilier de l'équipe depuis 2010, M. Maciocia a accompagné les joueurs dans de nombreuses victoires. Le moment le plus marquant de son histoire au sein des Carabins est la victoire de la Coupe Vanier en 2014. Il a également mené l'équipe au dernier match de football universitaire canadien en 2015 et en novembre dernier. En neuf saisons, M. Maciocia a vu son équipe obtenir 57 victoires contre seulement 16 revers. Il a également obtenu le titre d'entraîneur-chef de l'année au Québec en 2016.

« *Je laisse derrière moi un programme qui se retrouve parmi les meilleurs au pays,* conclut l'ancien entraîneur-chef. *C'est difficile de quitter la famille des Carabins, mais c'est un très beau défi qui m'attend, je suis en train de vivre mon rêve.* » Il a rejoint l'équipe des Alouettes de Montréal en tant que nouveau directeur général de l'équipe.

LUTTER CONTRE LE DOPAGE

L'Agence mondiale antidopage (AMA) a collaboré avec l'Université de Sherbrooke (UdeS) pour créer la première chaire de recherche sur l'antidopage. Gratifié d'un financement important, ce partenariat vise à améliorer les mentalités et les pratiques dans le domaine sportif.

PAR NOUR MUSAWI

Selon la postdoctorante Caroline Jay, la chaire de recherche vise à développer un enseignement et à promouvoir une recherche pluridisciplinaire sur l'antidopage.

L'UdeS va mettre sur pied un diplôme d'études supérieures spécialisées sur la gouvernance et la science de la lutte contre le dopage. *« C'est un DESS dont on espère l'ouverture à l'automne 2021,* précise Caroline. *L'idée est de rester dans la pluridisciplinarité avec des cours en médecine, en droit, en gestion et en communication, afin de former des futurs gestionnaires immédiatement opérationnels pour la lutte contre le dopage. »*

> *« L'idée est de former des futurs gestionnaires immédiatement opérationnels pour la lutte antidopage. »*
>
> Caroline Jay
> Postdoctorante à la chaire

Au sujet de la recherche, Caroline explique que l'Université travaille sur différents thèmes liés à l'antidopage. *« On travaille sur les droits humains, sur le statut de l'AMA et sur le partage de l'information dans la lutte antidopage,* développe-t-elle. *On travaille également sur le tribunal arbitral du sport ou sur les lanceurs d'alerte, sur tout ce qui touche à la gouvernance de la lutte. »* Elle ajoute que la chaire s'associe à des étudiants en médecine et en droit de plusieurs pays d'Afrique, d'Europe, de Russie et du Québec, afin de diversifier la recherche.

Photo : Courtoisie Julian Haber

Le titulaire de la Chaire de recherche sur l'antidopage dans le sport de l'Université de Sherbrooke, David Pavot a déjà été sollicité deux fois par l'Agence mondiale antidopage (AMA).

Financement

La Chaire de recherche sur l'antidopage est la première à faire l'objet d'un financement aussi important par l'entremise de l'AMA. Selon un communiqué de l'UdeS, la somme investie dans sa création s'élèvera à 2,5 millions de dollars, un montant qui pourrait encore augmenter avec de nouveaux partenariats à venir. L'AMA financera la chaire à hauteur de 200 000 dollars américains par an pour une période de cinq ans, une somme que l'UdeS s'est engagée à égaler.

Caroline estime que la chaire a voulu, avec l'Université, faire un legs au Grand Montréal. *« L'UdeS est prestigieuse dans le monde, elle est réactive, capable, flexible et basée sur la pratique,* décrit-elle. *J'imagine que tous ces facteurs ont joué en faveur du financement par l'AMA. »*

Questionné sur l'indépendance de la chaire face à l'AMA à la suite de ce financement, le professeur titulaire de la chaire David Pavot assure que la gouvernance s'articule autour d'un comité consultatif. Au sein de ce comité, l'AMA ne dispose que d'un membre sur huit. *« Le titulaire est responsable et présente les orientations à un comité qui n'est que consultatif,* détaille M. Pavot. *En tant que professeur d'université, je perdrais toute crédibilité si jamais je devais valider toutes les positions prises par mon organisme subventionnaire. »*

Méthodologie

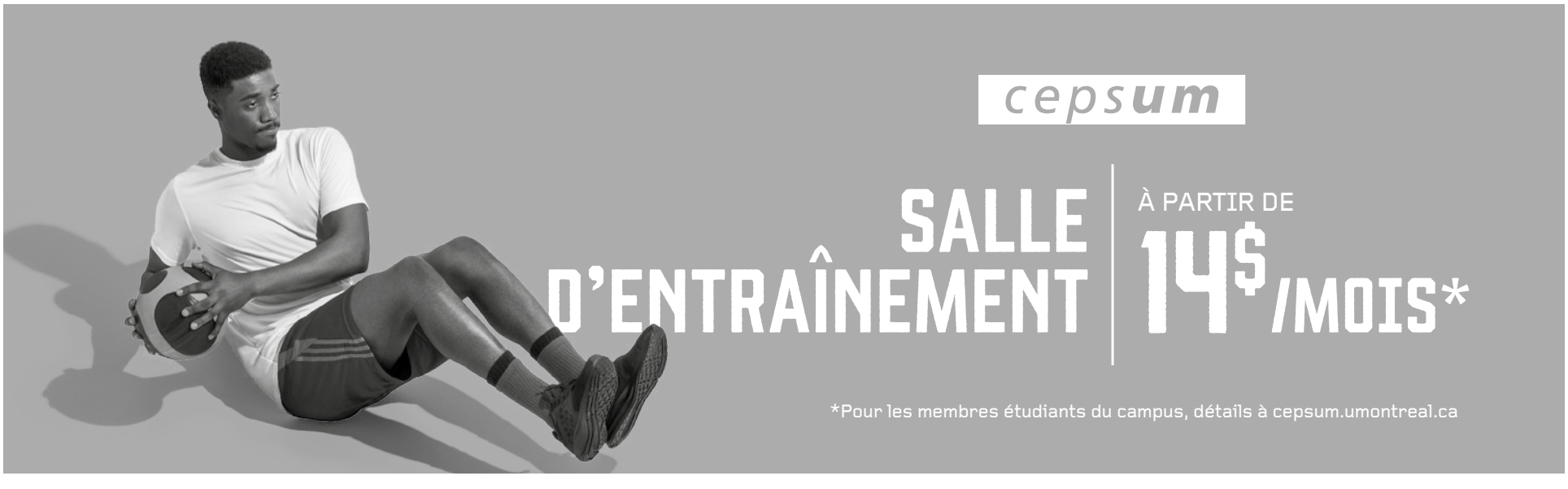
Pour leurs recherches, les deux experts comptent d'abord utiliser les données déjà existantes. « *Beaucoup d'infos sont ouvertes et publiques,* déclare le professeur. *Comme la chaire est financée par l'AMA, c'est certain que nous avons un lien privilégié et que nous pouvons leur demander de l'information. »*

Caroline explique qu'ils feront l'analyse de problèmes actuels liés au dopage, à partir de laquelle seront proposées des solutions efficaces. Pour la collecte d'informations, diverses méthodes comme des sondages ou des groupes de discussion seront employées.

L'implication de l'École de gestion de l'UdeS

L'École de gestion de l'UdeS, d'où viennent Caroline et M. Pavot, est rattachée à la chaire. *« L'École de gestion contribue tout autant par la mise à disposition de locaux ou d'équipes de recherche qui travaillent avec nous,* souligne Caroline. *L'école s'implique autant que l'AMA. »*

Selon le doyen de l'École de gestion, le professeur François Coderre, et le président du conseil d'administration de la Fondation de l'UdeS, Vincent Joli-Cœur, ce partenariat stratégique, qui positionne le Québec comme pôle mondial de lutte contre le dopage, permettra de diffuser leur expertise à l'international.



PLAISIR PARTAGÉ

En décembre 2018, le magazine américain *The Atlantic* a publié une enquête indiquant que les jeunes adultes avaient moins de rapports sexuels que la génération de leurs parents. En 2019, plusieurs médias canadiens ont affirmé que cette tendance se retrouvait au Canada. Au Québec, des études sur la vie sexuelle des jeunes pointent dans une autre direction.

PAR MARINE GACHET

Selon la sexologue et chargée du cours *Jeunes et Sexualité* de l'UdeM, Anne-Julie Lafrenaye-Dugas, un nouveau phénomène, différent de la baisse de l'activité sexuelle décrite par les médias, s'est fait remarquer quant à la sexualité des jeunes. *« Ce n'est pas tant que les jeunes ont plus ou moins de rapports sexuels, c'est que la pénétration n'est plus au centre de ce que les jeunes vont considérer comme être des rapports sexuels,* précise la sexologue. *On a remarqué qu'ils avaient de plus en plus de comportements sexuels qui n'étaient pas des comportements sexuels de pénétration phallo-vaginale, mais plutôt des pénétrations orales ou des caresses génitales. »*

> ***« La sexualité des jeunes tend à être "pathologisée", à être vue comme quelque chose de problématique qu'il faut contrôler. »***
>
> Anne-Julie Lafrenaye-Dugas
> Sexologue et professeure à l'UdeM
> pour le cours *Jeunes et Sexualité*

Pour Mme Lafrenaye-Dugas, cette nouvelle tendance peut s'expliquer en partie par la réussite du travail de sensibilisation et d'éducation sexuelle. *« Cela montre qu'il y a une compréhension de la sexualité, qui est plus complète et qui vient d'un travail d'éducation sexuelle »*, estime-t-elle.

La chercheuse en sexualité et en relations humaines à l'Université de Guelph, Robin Milhausen, rappelle l'importance de « l'avant-sexe » et de « l'après-sexe ». *« Le nombre de minutes passées à s'embrasser, à se câliner ou à se caresser avant et après le rapport sexuel est déterminant*, avance-t-elle. *Ceux qui s'engagent pour six minutes ou plus dans ce genre d'activité avant et après le sexe ont plus tendance à dire que le rapport était très plaisant et qu'ils sont très satisfaits sexuellement. »*

Le rapport *Regard statistique sur la jeunesse : État et évolution de la situation des Québécois âgés de 15 à 29 ans, 1996 à 2018* de l'Institut de la statistique du Québec indique qu'en 2008, 75,1 % des jeunes Québécois âgés de 15 à 29 ans étaient actifs sexuellement, contre 74,8 % en 2015. Ce changement ne serait pas, selon ledit rapport, significatif.

L'étude *PIXEL - Portrait de la santé sexuelle des jeunes adultes au Québec,* publiée en 2017 par l'Institut national de santé publique du Québec, révèle la fréquence des rapports sexuels au cours du dernier mois pour les 21-29 ans. Si elle souligne que presque 10 % des individus n'ont eu aucun rapport, il n'existe aucune donnée permettant de comparer cette fréquence à celle des générations précédentes.

Les nouvelles technologies dans la quête du plaisir

Également enquêtrice dans le cadre d'une étude sur la sexualité des étudiants menée par TROJAN^MC^ et le Conseil d'information et d'éducation sexuelles du Canada (CIESCAN), Mme Milhausen avance qu'aujourd'hui, les réseaux sociaux et Internet ont une place particulièrement importante dans la quête du plaisir des jeunes. *« Les jeunes aujourd'hui utilisent des applications de rencontre pour rechercher leurs partenaires sexuels et amoureux, contrairement aux générations précédentes, ce qui rend la chose beaucoup plus facile, grâce au processus de "tri" qui s'opère*, explique-t-elle. *On sait ce qu'on recherche et on peut classer ses valeurs ou ses activités, ce qui permet de rencontrer un ou une partenaire avec des intérêts communs*[1]*. »*

Selon l'étude TROJAN^MC^, un jeune sur cinq déclare avoir eu sa dernière relation sexuelle grâce à Tinder ou Grindr.

Selon l'étudiante à la majeure en criminologie à l'UdeM Océane[2], les applications de rencontre peuvent faciliter l'obtention du plaisir. *« J'ai déjà utilisé des applications comme Tinder auparavant*, déclare l'étudiante. *Je pense que ce genre de plateforme peut encourager le plaisir, du fait que tu peux parler plus facilement de sexe avec la personne, parce que tu sais qu'elle est là pour ça. Tu peux même en parler avant de la rencontrer en vrai, je trouve que cela efface un peu la gêne. »*

Internet permet un accès plus facile à la pornographie, souvent dénoncée pour construire de fausses attentes chez les plus jeunes. Mme Lafrenaye-Dugas explique que si certains jeunes sont plus impressionnables que d'autres, la plupart d'entre eux savent prendre du recul sur l'image de la sexualité véhiculée par ce type de contenus. *« Des études démontrent que quand on demande aux jeunes si les films pornographiques sont réalistes, la majorité d'entre eux répondent "non, je sais que la réalité ne ressemble pas à ça" »,* développe-t-elle.

Une place plus importante pour le plaisir des femmes

« La sexualité des jeunes tend à être "pathologisée", à être vue comme quelque chose de problématique qu'il faut contrôler, particulièrement pour les jeunes femmes », souligne Mme Lafrenaye-Dugas. Elle ajoute que cette volonté de contrôle de la sexualité des jeunes est présente depuis les premières données recensées sur le sujet, et qu'elle a des causes variables selon l'époque et les cultures. Si auparavant, le mariage générait ce contrôle, ce dernier s'effectue aujourd'hui autrement, comme avec le *slut shaming* (voir encadré).

Photo : Edouard Ampuy

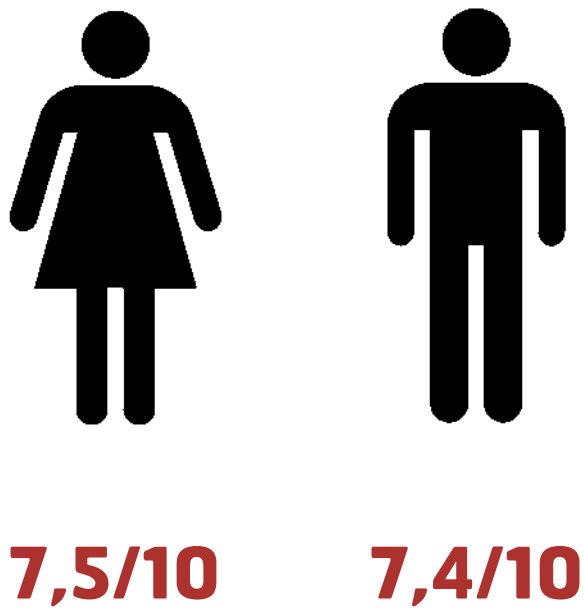
> *« Il y a de plus en plus de comptes Instagram comme T'as joui, qui prônent le plaisir de la femme, qui vont expliquer comment ça fonctionne, qui vont recommander des positions. »*
>
> Océane
> Étudiante en criminologie à l'UdeM

Selon Mme Milhausen, l'attitude envers la sexualité des jeunes femmes est en train de changer. *« Aujourd'hui, avec Internet, chaque question qu'on a sur sa propre sexualité trouve une réponse en ligne*, avance-t-elle. *Avec la myriade d'options qui existent pour que les femmes accentuent leur plaisir, je pense que ces dernières sont plus à l'aise qu'avant pour trouver des réponses à leurs besoins sexuels. »*

Les réseaux sociaux permettent aux jeunes de se sensibiliser davantage au plaisir féminin. *« Il y a de plus en plus de comptes Instagram comme « T'as joui », qui prônent le plaisir de la femme, qui vont expliquer comment ça fonctionne, qui vont recommander des positions*, décrit Océane. *Je pense que cela permet aux femmes d'être plus décomplexées. »* La jeune femme désigne les médias sociaux ou les séries comme *Sex Education* comme des sources d'informations importantes sur le plaisir.

1. Traduction libre depuis l'anglais
2. L'étudiante a souhaité conserver son anonymat.

Score global de bien-être sexuel pour la tranche d'âge de 20 à 29 ans selon l'étude *PIXEL*



SLUT SHAMING

Fait de stigmatiser une femme pour son comportement sexuel considéré comme « hors norme ». Cette culpabilisation vise majoritairement les femmes qui ont des partenaires sexuels multiples, qui auraient des attitudes ou un style jugés provocants.

VIOLENCES AU CABINET

Les violences obstétricales et gynécologiques, phénomène encore peu documenté au Québec, prennent la forme d'agressions verbales, physiques ou psychologiques de la part du personnel soignant envers les patientes. Pour les expertes et les femmes interrogées, ces violences témoignent d'un problème systémique et sont le prolongement d'une « vision arriérée » de la femme par le corps médical.

PAR MY AN NGUYEN EN COLLABORATION AVEC EDOUARD AMPUY

La responsable de projet du Regroupement Naissance Renaissance (RNR), Sophie Mederi, définit les violences obstétricales et gynécologiques (VOG) comme *« tout comportement, acte, omission ou abstention commis par le personnel de santé qui n'est pas justifié médicalement ou qui est effectué sans le consentement libre et éclairé de la personne qui requiert les soins. »*

LES FORMES DE **VOG**

Le site internet de la Fédération des femmes du Québec donne plusieurs exemples de formes de VOG : le refus d'une méthode de contraception ; des remarques sexistes, lesbophobes, transphobes ou dégradantes ; un toucher vaginal invasif sans demande de consentement explicite ; l'usage de coercition pour faire accepter une intervention.

L'accompagnante à la naissance Marie-Ève* a vécu deux avortements espacés de 18 ans. Pour chacune de ces expériences, le manque d'empathie du personnel soignant l'a affectée. Elle a subi le premier à l'âge de 18 ans. *« L'anesthésiste n'arrivait pas à me piquer, j'étais trop nerveuse, il n'y avait aucun support émotif à ce moment-là,* explique-t-elle. *Il a décidé de me faire une anesthésie générale alors que je n'ai jamais consentie, parce qu'il n'arrivait pas à me piquer et qu'il s'impatientait. »* À son réveil, les propos d'une infirmière sur la raison de sa présence à l'hôpital la plongent dans une culpabilité qu'elle mettra du temps à relativiser.

Au moment de son second avortement, alors qu'elle refuse une intraveineuse, Marie-Eve se fait dire par une infirmière que le médecin refuse de pratiquer l'intervention si elle maintient son refus. *« Ça m'a tellement découragée,* confie-t-elle. *Me faire dire : "Plie-toi ou tu n'auras pas ce que tu veux", ça m'a vraiment dégouté. »*

Une vision sexiste du corps de la femme

Selon Marie-Eve, la souffrance des femmes est banalisée. *« Elles vont se présenter avec des douleurs abdominales et on ne va pas les traiter tout de suite, parce qu'elles sont "hystériques" ou "faibles" »,* dénonce-t-elle.

Mme Mederi estime que les champs de l'obstétrique et de la gynécologie (OBGYN) ont toujours été teintés de sexisme. *« Notre société est encore traversée par du sexisme, et les médecins ne font pas exception,* constate-t-elle, précisant qu'il peut s'agir d'hommes comme de femmes. *On croit peu les femmes. Il y a encore cette mentalité de dire que la femme est trop émotionnelle, qu'elle ne comprend pas, qu'elle se plaint pour rien, donc on va décider à sa place. »*

Mathilde Grenier indique qu'il faudrait encourager le processus réflexif et pluridisciplinaire dans la formation clinique des futurs médecins, car les étudiants ne peuvent pas remettre en question certaines pratiques de leurs supérieurs.

Un spéculum est un outil médical permettant d'explorer une cavité corporelle par l'écartement des parois.

Photo : Canva.com | Elnur Amikishiyev

> ***« Combien de fois me suis-je fait dire, parce que je criais de douleur : "Mais madame est-ce que vous êtes en dépression ?" Je ne suis pas en dépression, bordel, j'ai mal ! »***
>
> Amélie | Enseignante

Souffrant d'endométriose depuis le début de ses menstruations, l'enseignante de 38 ans Amélie*considère avoir été victime de ces violences. Elle souligne qu'il aura fallu 24 ans avant qu'elle se fasse correctement diagnostiquer. Elle atteste que ces violences psychologiques ont affecté sa vie, jusqu'à développer des pensées suicidaires. *« À un moment, je me suis dit que ça devait vraiment être dans ma tête, que je devais être folle,* avoue-t-elle. *Tout le monde doit avoir la même douleur que moi et je n'arrive pas à passer au travers. »*

Elle déplore le traitement accordé par le corps médical, invalidant d'après elle son droit de se plaindre. *« Combien de fois me suis-je fait dire, parce que je criais de douleur : "Mais madame est-ce que vous êtes en dépression ?" Je ne suis pas en dépression, bordel, j'ai mal ! »,* illustre-t-elle.

Le consentement implicite et la notion d'urgence

« La notion d'urgence est fréquemment invoquée dans le milieu [obstétrical], *parce que, dans la loi, c'est là où on peut passer outre le consentement d'une personne,* précise la diplômée d'une maîtrise en sociologie à l'UQAM Mathilde Grenier. *On considère qu'une personne qui est en train d'accoucher est complètement vulnérable et pas tout à fait apte à consentir. »* La diplômée s'interroge toutefois sur la frontière entre le consentement et l'abus qu'implique cette notion d'urgence.

« On est très au courant que, quand on va faire un toucher vaginal, c'est intrusif et ça demande un consentement explicite », rappelle Mme Mederi. D'après elle, certains médecins s'autorisent à ne pas le demander pour différentes raisons. *« À cause de la formation qu'on a reçue, du milieu dans lequel on baigne, ce genre de choses sont normalisées »,* regrette-t-elle.

Mathilde, qui a rédigé en 2019 son mémoire sur le consentement dans la formation médicale en OBGYN, abonde dans ce sens. Selon elle, l'apprentissage en médecine se fait par « osmose » : les étudiants à l'externat et les résidents observent les gestes du médecin qui les supervisent. C'est ainsi que le savoir-faire et le savoir-être du mentor sont transmis. *« Si on ne fait qu'observer et répéter les mêmes gestes vus chez les patrons et que ces gestes ne sont pas adéquats, alors c'est sûr qu'il y a une reproduction sociale de pratiques inadéquates »,* poursuit Mathilde.

Selon *Le consentement : Guide à l'intention des médecins du Canada,* document fourni par l'Association canadienne de protection médicale, les médecins devraient être raisonnablement confiants que le comportement du patient implique une autorisation. *« Pour éviter cependant tout malentendu, il est peut-être plus prudent de faire part au patient de toute intention d'examiner les seins, les organes génitaux ou le rectum »,* peut-on lire.

La sensibilisation des étudiants

« Je trouve qu'on n'est pas vraiment mis au courant au cours de la formation », déclare l'étudiante en médecine à l'Université McGill Geneviève Peel[1], au sujet des VOG. Elle se rappelle avoir posé des questions à ce sujet à l'un de ses professeurs, également gynécologue. *« Il m'a dit que c'est un phénomène qui existe, mais que ce n'est pas vraiment de l'abus »,* se remémore-t-elle.

Pour l'étudiant en médecine à l'externat de l'UdeM Yong Mu Ouyang, l'attitude parfois paternaliste d'obstétriciens envers les patientes est un problème appartenant majoritairement à une génération de médecins maintenant proche de la retraite. Selon lui, le parcours d'études permet de correctement sensibiliser les étudiants à ce sujet. « *À la faculté, on nous a parlé de la violence obstétricale lors des divers cours sur l'éthique*, certifie-t-il. *Le "consentement libre et éclairé" est un concept enseigné et clarifié à chaque étape de notre formation. »*

Geneviève juge insuffisantes les informations transmises sur les VOG au cours de sa formation. *« Je ne trouve pas ça normal qu'on n'en parle pas,* s'étonne-t-elle. *Je pense même que ça serait notre devoir, en tant que futur médecin, de connaître ce phénomène et de le reconnaître quand on va le voir dans les hôpitaux. »*

À l'inverse, Yong Mu Ouyang trouve le travail de la Faculté de médecine de l'UdeM adapté. *« La faculté fait plus que ce qu'il faut pour sensibiliser et outiller les étudiants dès leur première journée dans le programme, pour ne pas reproduire les mêmes dynamiques problématiques telles que celles décriées dans les médias »,* affirme-t-il.

À l'hôpital où il a complété son stage en OBGYN, l'étudiant a suivi un atelier où est simulé un examen gynécologique. *« L'apprentissage se fait à travers des entrevues que nous devons conduire avec des actrices jouant des patientes dans des situations plausibles et elles se concluent toujours avec un* débriefing *par les actrices, les étudiants impliqués et le ou la gynécologue animant l'atelier »*, détaille-t-il.

Des recommandations

Pour Mme Mederi, donner une plateforme aux étudiants témoins d'actes non éthiques est nécessaire. *« Quand les étudiants en médecine observent des pratiques de leur formateur qui les choquent, ils n'ont pas d'endroit pour en discuter,* soulève-t-elle. *Ils voient des choses horribles qu'ils ne peuvent pas rapporter. »*

Geneviève encourage ses pairs à garder un esprit critique à ce sujet, lorsqu'ils sont témoins de pratiques plus ou moins éthiques, malgré la hiérarchie en place. *« En tant qu'étudiant, il faudrait qu'on le remette en question,* insiste-t-elle. *Mais quand tu es sur le terrain, ce n'est pas facile de questionner ce que ton patron fait. »*

L'étudiante œuvre en tant que coprésidente du regroupement étudiant McGill Feminism in Medicine, qui a pour objectif de sensibiliser ses collègues. *« On organise des ateliers avec le Regroupement Naissance-Renaissance pour parler de ce sujet-là. »* Elle précise que ces initiatives restent purement étudiantes et ne sont pas endossées ni freinées par la Faculté de médecine.

* Les intervenantes ont souhaité conserver leur anonymat.

1. Les propos reflètent uniquement l'opinion de Geneviève Peel ; ils ne reflètent pas celui de l'Université McGill, de la McGill Students'Society ou du regroupement étudiant McGill Feminism in Medicine.

〉 LA COLLECTIVE DU 28 MAI

En 2019, la Collective du 28 mai a été mise sur pied pour dénoncer les violences obstétricales et gynécologiques. Composée de douze groupes féministes, la collective a lancé le 28 mai dernier un appel aux témoignages dans le but de faire réaliser aux instances de santé publique la nature systémique de ces violences, loin d'être des cas isolés. Sophie Mederi indique avoir reçu plus de 200 témoignages depuis et elle continue d'en recevoir.

HACKER OUVERT

À l'inverse des pirates informatiques, les *hackers* éthiques ou *white hat*, cherchent à sécuriser les réseaux et les systèmes, motivés par le prestige de découvrir une nouvelle faille ou par l'appât d'une récompense, quand il ne s'agit pas simplement de faire leur travail.
Les entreprises leur ouvrent désormais leurs portes et systèmes, permettant aux *hackers* de déployer leurs talents en toute légalité.

PAR LOUIS-PHILIP PONTBRIAND

«*On est en plein* boom *par rapport aux entreprises qui font appel aux* hackers *éthiques »*, explique l'étudiante au doctorat en droit international de l'UdeM Laura Baudin. Mais les pirates ont eux aussi le vent dans les voiles, selon celle qui s'intéresse à l'encadrement juridique des cyberattaques en droit international public. *« Il y a de plus en plus d'attaques informatiques qui se font quotidiennement, sans relâche,* poursuit-elle. *On prévoit qu'en 2021, les dommages causés par les cyberattaques s'élèveront à six milliards de dollars*[1]*. Ça fait réagir les entreprises, qui se tournent de plus en plus vers les* hackers *éthiques. »*

Le professeur agrégé à l'École de criminologie de l'UdeM David Décary-Hétu

Photo : Louis-Philip Pontbriand

L'esprit du *hacking*

Le professeur au Département Éducation de l'Université TÉLUQ Patrick Plante explique que le *hacking* consiste, dans sa plus simple expression, à trouver un nouvel usage aux objets ou aux logiciels. Au-delà de cette définition, le monde du *hacking* a son propre code d'éthique qui le différencie, selon lui, du piratage. *« Si tu trouves une faille chez Desjardins et que tu les contactes pour leur dire qu'il y a une faille, c'est ça, l'esprit du* hacking, théorise-t-il. *Par contre, si tu vas sur le Web clandestin pour vendre sur le marché noir cette vulnérabilité non corrigée* [zero-day vulnerability]*, c'est autre chose. »*

Selon le professeur agrégé à l'École de criminologie de l'UdeM David Décary-Hétu, les courants de pensée prédominants en sécurité informatique ont été, dans les années 1990 notamment, le secret et l'obscurité. *« Avant, tout était caché et il fallait* hacker *les systèmes pour comprendre comment ils fonctionnaient,* détaille-t-il. *Maintenant, l'information est disponible en ligne, gratuitement : je n'ai plus besoin d'aller voler des connaissances, puisque tout est plus ouvert et partagé. En cybersécurité, miser sur l'obscurité est une erreur. »*

L'enseignant estime que ce changement de paradigme au sein de l'industrie, oriente les étudiants vers les applications *white hat* et non vers le piratage. *« Quand il n'y a rien à cacher, il n'y a rien à voler »*, ajoute-t-il.

Une expertise prisée

Selon M. Plante, les entreprises accordent désormais plus de valeur au travail des *hackers* qu'elles ne le faisaient auparavant. *« Cette expertise est très recherchée par les banques,* illustre-t-il. *Celles-ci ont compris qu'il est préférable de payer quelqu'un pour* hacker *leur propre système dans le but de l'améliorer, plutôt que d'attendre que quelqu'un d'autre le fasse de l'extérieur et de s'en apercevoir quand le mal est fait. »*

D'après Laura, il devient fréquent pour les entreprises d'exiger des recrues l'accomplissement d'un programme de certification. *« Le programme* "Certified ethical hacker" [offert par l'organisme EC-Council] *se fait en une semaine environ,* souligne-t-elle*. On doit prouver ses connaissances en* hacking*, mais surtout certifier ses bonnes intentions. »* Si elle voit d'un bon œil que de tels éléments sont mieux intégrés aux programmes d'études, elle croit aussi qu'au bout du compte, chacun choisit sa voie.

Le directeur des tests d'intrusion chez l'entreprise de cybersécurité GoSecure, Laurent Desaulniers, estime que si les universités enseignent bien la cybersécurité en général, certaines le font mieux que d'autres. *« Je pense notamment à l'ÉTS Sherbrooke,* mentionne-t-il. *Polytechnique a aussi un programme, mais de façon pratique, on a moins de gens en cybersécurité qui proviennent de là-bas. »* Il indique qu'il existe plusieurs formations ou certifications — plus ou moins bien cotées ou réputées selon lui — servant à reconnaître les acquis ou l'engagement éthique des informaticiens.

M. Desaulniers, qui a notamment aidé des banques à mieux protéger leurs guichets des attaques informatiques, qualifiées de *jackpotting* car elles peuvent faire dégorger tout leur contenu en billets à la manière d'une machine à sous, estime que les informaticiens sensés vont s'orienter d'eux-mêmes vers les activités licites. *« Autrefois, les clients embauchaient des criminels repentis pour protéger leurs systèmes, mais maintenant, ce n'est plus comme ça,* affirme-t-il. *Les gens se connaissent, ils participent à des compétitions, il y a des* bug bounties[2]*, des communautés. Je n'embaucherais jamais un criminel, car les clients ne me feraient plus confiance. »*

De leur côté, les banques absorbent facilement ces coûts de sécurité ainsi que les pertes découlant des cas sporadiques de piraterie, selon lui. *« C'est simplement un coût d'exploitation pour elles »,* conclut-il.

Gestion de risque

Selon M. Décary-Hétu, les conditions économiques actuelles orientent naturellement les finissants vers des activités licites. *« On a moins de problèmes de piratage au Québec et au Canada, parce que ces étudiants-là ont des débouchés qui vont être extrêmement payants,* observe-t-il. *On dit souvent qu'un étudiant en informatique sans emploi, c'est toujours louche. »* Ce n'est pas nécessairement le cas dans d'autres pays, où les occasions emploi bien payées se font souvent plus rares, d'après le professeur. Pour M. Desaulniers, les informaticiens qui s'engagent dans des activités illicites ont une mauvaise notion de la gestion des risques. « *Le gars qui fait 80 000 $ de* jackpotting *et qui va passer sept ans en prison parce qu'il s'est fait prendre, il ne comprend pas la* game », illustre-t-il. Selon lui, un simple calcul coûts *versus* bénéfices suffit dans la majorité des cas à dissuader ce genre de comportement.

1. Cybercrime Magazine - Cybercrime Damages $6 Trillion by 2021 (2017).
2. « Primes de bogues » en français. Il s'agit d'une récompense pour avoir découvert une vulnérabilité non-corrigée.

UNE COMÉDIE MUSICALE ENTRE COMIQUE ET DRAME

Les années 1980 seront à l'honneur sur les planches du Centre d'essai de l'UdeM les 5, 6 et 7 mars prochains. La troupe des Comédies musicales de l'UdeM (CoMUM) présentera *Heathers : le thriller musical*, une pièce qui aborde des sujets de société contemporains et joue sur les frontières entre le drame et la comédie.

PAR MAUDE OUELLET

L'aide-metteur en scène de la troupe des CoMUM, Clément Hossaert, explique que la pièce utilise un langage cru et aborde, malgré son ton comique, des sujets sensibles. Soit la violence en milieu scolaire, l'homophobie, le suicide, les violences sexuelles, la grossophobie, les troubles alimentaires et les tueries de masse.

> « *C'est très irrévérencieux ! On est loin de Glee, on n'a pas peur d'aller dans des sujets plus osés.* »
>
> Zita Bombardier
> Chorégraphe

Photo : Courtoisie CoMUM

Les acteurs de *Heathers* ont fait des répétitions pendant cinq mois pour préparer le spectacle.

Pour pouvoir traiter de ces sujets, la troupe a effectué un travail de fond avec le metteur en scène, Maxim David. *« On a fait une table ronde sur les questions de la grossophobie et du féminisme, pour qu'on ne débarque pas avec des thèmes dont on a seulement une compréhension de surface »,* développe M. Hossaert.

Si la scénographie est bien ancrée dans les années 1980, l'aide-metteur en scène considère le propos de la pièce toujours d'actualité, puisque le film traitait de thèmes avant-gardistes pour son époque. Il explique aussi que si les personnages agissent parfois de manière répréhensible dans la pièce, la production n'a pas cherché à cautionner ces actes. *« Ce n'est pas parce qu'on représente une situation systémique problématique que nous sommes d'accord avec elle,* précise M. Hossaert. *On essaie toujours d'apporter une mise en scène critique et de faire réfléchir le public.* »

Une pièce méconnue au Québec

La troupe des CoMUM a misé sur cette pièce, qui a donné le ton à plusieurs longs-métrages comme *Mean Girls* (*Méchantes ados* au Québec). Le projet se voulait initialement un pastiche des films d'adolescents des années 1980. Il a ensuite été transformé en comédie musicale en 2014 par Laurence O'Keefe et Kevin Murphy.

« Dans les salles de comédies musicales américaines, Heathers *est un produit culte,* explique M. Hossaert. *C'est une pièce bizarre. Ce n'est pas une comédie musicale conventionnelle. »* La chorégraphe du spectacle, Zita Bombardier, abonde dans le même sens. *« C'est très irrévérencieux !* précise-t-elle. *On est loin de* Glee, *on n'a pas peur d'aller dans des sujets plus osés. »*

La troupe a d'ailleurs pu compter sur une traduction originale permettant de mieux adapter la pièce aux réalités québécoises. L'aide-metteur en scène croit toutefois que celle-ci est encore méconnue du public de la Belle Province. Il considère que cette production pourrait plaire à des spectateurs qui n'aiment pas nécessairement le côté léger qu'on accole souvent aux comédies musicales.

Entre drame et comédie

M. Hossaert admet que l'équilibre n'est pas facile à trouver dans cette pièce, qui oscille constamment entre drame et comédie. *« On ne veut pas noyer le spectateur dans le désespoir,* souligne-t-il. *Ce n'est vraiment pas notre but. »*

L'action a lieu dans une école secondaire américaine. L'héroïne, Veronica Sawyer, tente de finir son parcours scolaire sans attirer l'attention sur elle. Elle relate dans son journal intime les aléas de ce microcosme, mais tout change lorsqu'elle se fait repérer par les *Heathers*, le trio populaire de l'école. En parallèle, elle tombe amoureuse du nouvel étudiant JD, qui la poussera à commettre des actes illicites.

« À un moment de la pièce, il y a des événements qui se déroulent et qui ne devraient pas avoir lieu dans une comédie adolescente, ajoute M. Hossaert, sans vouloir trop en révéler. *C'est un vrai revirement satyrique. »*

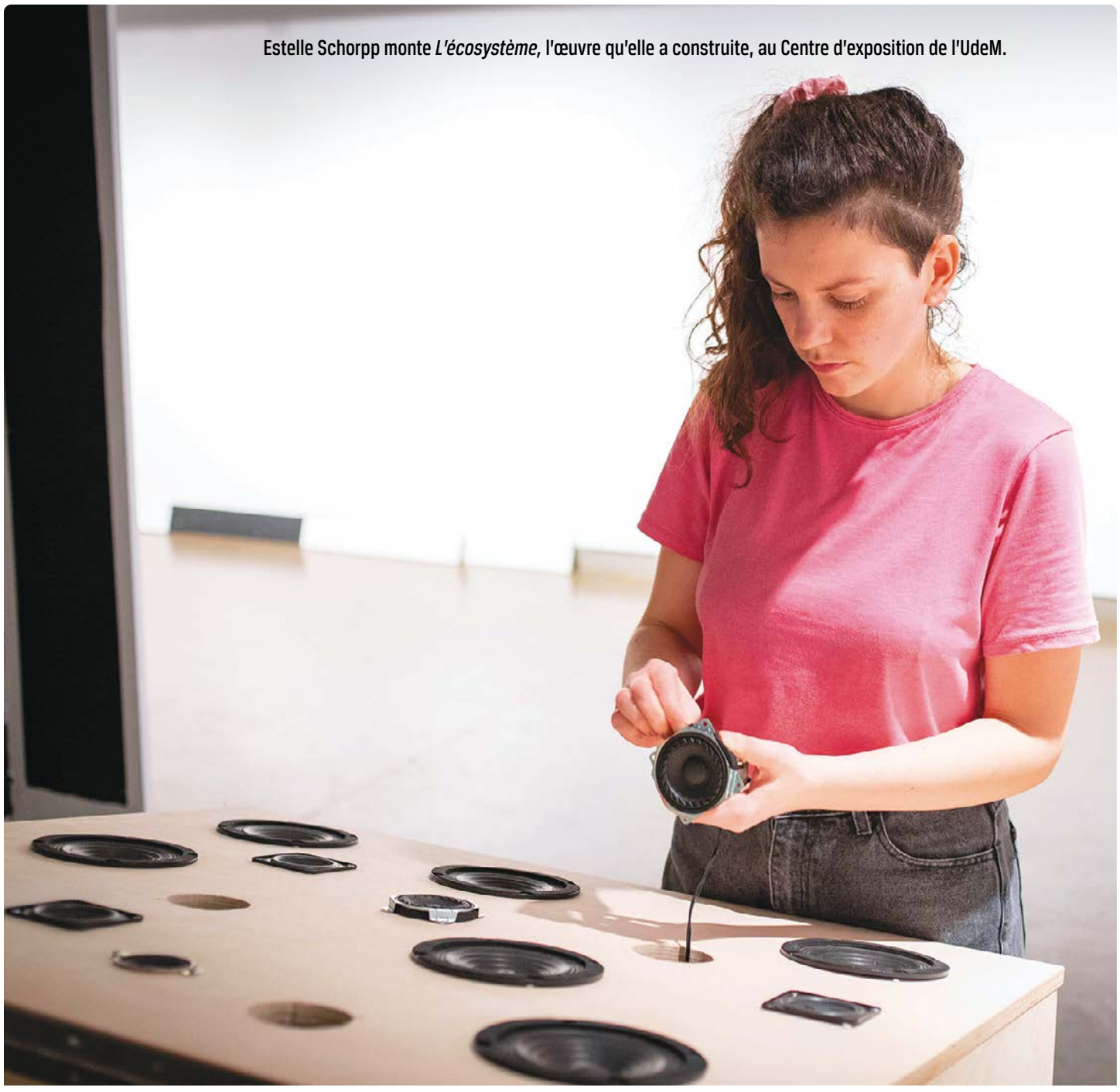
DU CONCERT À LA GALERIE

Mettre en scène le son, explorer les liens entre le visuel et l'auditif à travers des installations participatives et autonomes, c'est ce que propose l'exposition *Les formes d'ondes*, présentée au Centre d'exposition de l'UdeM jusqu'au 4 avril 2020.

PAR CAMILLE BALZINGER

Le professeur de création à la Faculté de musique de l'UdeM et responsable du baccalauréat en musiques numériques, Nicolas Bernier, se réjouit de cette nouvelle édition. *« C'est quelque chose qui manque ici dans la culture musicale : on a plein de salles de concert, mais peu de salles d'exposition »*, explique-t-il. Créée par cinq artistes étudiants de divers programmes de la faculté après un appel à projets, *Les formes d'ondes* expose la fluidité des frontières entre les arts visuels et sonores.

> ***« Il y a toute une pratique de la musique qui va plus vers l'art, ce qu'on appelle l'art sonore, plus propice à être présenté en galerie que sur scène. »***
>
> Nicolas Bernier
> Artiste, professeur de création et responsable du baccalauréat en musiques numériques



Estelle Schorpp monte *L'écosystème*, l'œuvre qu'elle a construite, au Centre d'exposition de l'UdeM.

Photo : Jocob Côté

« Dans les pratiques sonores contemporaines, il y a de plus en plus d'artistes dont la pratique s'adapte à la galerie, déclare M. Bernier. *Et ce qui est particulièrement intéressant cette année, c'est la mixité. »* Il illustre ses propos en citant Eliazer Kramer, une étudiante plus près de la pratique instrumentale, qui a choisi de travailler avec la vidéo, ainsi que Laura Criollo, une artiste visuelle dont la manière de traiter le son diffère de la méthode traditionnelle des musiciens, et la démarche audiovisuelle claire de Simon Coovi-Sirois.

« Plus qu'une œuvre en particulier, c'est la diversité que j'aime souligner », insiste le professeur. Si les œuvres sont pour la plupart des projets d'école, ce sont les artistes qui doivent les transformer en installations capables de vivre toute la durée de l'exposition. *« Ils doivent être autonomes et débrouillards »,* précise-t-il.

L'écosystème d'Estelle Schorpp

Diplômée des Beaux-Arts de Paris et étudiante à la maîtrise en composition et création sonore à l'UdeM, Estelle Schorpp a construit de toutes pièces son installation auto-interactive, *Écosystème*. *« Ça ressemble à un pupitre dans lequel j'ai encastré 17 haut-parleurs de modèles différents, avec deux micros suspendus au-dessus qui écoutent,* explique l'artiste. *L'œuvre interagit avec elle-même, avec l'auditeur, et nécessite une écoute attentive de sa part. »*

Basée sur un algorithme ayant des seuils de déclenchement, l'installation s'écoute et s'autorégule. Elle requiert un minimum de silence. *« C'est inspiré des techniques de communication des insectes orthoptères »,* ajoute Estelle. La démarche artisanale de l'étudiante, qui consiste à utiliser des matériaux de seconde main et à tout réaliser elle-même, est au centre de plusieurs de ses installations. *« Ça va être un peu une surprise de voir son évolution pendant toute la durée de l'exposition, car je ne l'ai jamais fait fonctionner pendant plus de 10 heures »,* annonce-t-elle.

Les ondes sinusoïdales de Marc-André Labelle

Guitariste professionnel et finissant au baccalauréat en musiques numériques, Marc-André Labelle propose une installation initialement présentée avec une chanteuse. *« Il s'agit d'un oscillateur contrôlé par un système de détection de fréquence, qui interagit avec n'importe quelle source sonore qu'on lui envoie,* détaille-t-il. *Ma démarche aujourd'hui pourrait se résumer comme suit : avoir un contrôle numérique sur des objets qui sont, à la base, analogiques, et les rendre vivants, même s'il n'y a pas d'humain aux alentours.* »

Son installation est donc composée de l'oscillateur, d'un enregistrement, d'un amplificateur de guitare des années 1970, et de lumières dont l'intensité se coordonne avec celle du son. *« C'est un système qu'on peut utiliser dans une pièce composée, qui peut être indépendant ou avec lequel on peut improviser »,* souligne-t-il.

Les formes d'ondes se tient au Centre d'exposition de l'UdeM du 27 février au 4 avril 2020. L'entrée est gratuite.

ENTRER DANS UNE ŒUVRE

L'avis des historiens de l'art diverge au sujet des productions cinématographiques qui mettent en avant leur domaine d'expertise. La nouvelle initiative de l'Observatoire du cinéma au Québec (OCQ) propose de briser la distance entre l'histoire de l'art et le cinéma.

PAR MARC BOULANGER

Depuis 2010, l'OCQ offre un espace d'échange entre les chercheurs et les artisans du cinéma lors de projections hebdomadaires, baptisées « Mardis OCQ ». Cet hiver, une nouvelle activité s'ajoute à sa programmation, celle du Ciné-club OCQ des films sur l'art.

> *« C'est devenu le trait d'union entre deux secteurs qui n'étaient plus vraiment en relation. Là, il devient possible de faire parler les chercheurs des deux côtés. »*
>
> Marie-Odile Demay
> Doctorante en histoire de l'art

Photo : Jacob Côté

La doctorante en histoire de l'art, Marie-Odile Demay, anime les sessions du ciné-club OCQ des films sur l'art.

L'initiative découle du désir personnel de la doctorante en histoire de l'art de l'UdeM Marie-Odile Demay de visionner des films sur l'art et d'en discuter avec d'autres personnes. Après avoir travaillé quinze ans comme productrice et distributrice internationale de films d'art, Mme Demay s'est lancée dans des recherches sur la place des films sur l'art dans les médias de masse.

Elle explique ressentir une distance des historiens de l'art face aux productions télévisées et cinématographiques qui mettent en avant leur domaine d'expertise. *« Ça passe à la télé, mais j'ai l'impression que les historiens de l'art se disent : "C'est de la vulgarisation, ce n'est pas les vraies affaires." »*, déplore-t-elle.

La doctorante croit au contraire que les documentaires sur l'art diffusés à la télévision peuvent transmettre une foule de renseignements à des personnes qui n'ont pas la chance de découvrir certaines œuvres ou qui n'ont pas accès aux informations à leur sujet d'une autre manière. « *Là, ça leur est rendu chez eux, dans la télé, avec leur pop-corn,* souligne-t-elle. *Ce n'est pas fantastique, ça ?* »

Un lien entre deux disciplines

De son côté, le directeur adjoint de l'OCQ, Joël Lehmann, explique que la volonté de présenter des activités qui peuvent attirer les étudiants, les professeurs et les chercheurs en histoire de l'art était déjà présente depuis un an chez les organisateurs de l'observatoire. Leurs activités relèvent généralement davantage du volet cinéma du Département d'histoire de l'art et d'études cinématographiques.

« Aux Mardis OCQ, Mme Demay a été la première à répondre à cet appel », précise-t-il. La doctorante a animé une soirée cet automne, où était invitée la cinéaste Jennifer Alleyn, venue y parler d'un film sur son père, le peintre Edmund Alleyn.

Mme Demay explique qu'après cet événement et quelques discussions avec la directrice du Département, Suzanne Paquet, et le directeur de l'OCQ, Daniel Gaudreault, l'observatoire a accepté de lancer son projet de ciné-club. « *C'est devenu le trait d'union entre deux secteurs qui n'étaient plus vraiment en relation,* développe-t-elle. *Là, il devient possible de faire parler les chercheurs des deux côtés. »*

Selon l'étudiante, l'idée du ciné-club dépasse la simple projection cinématographique. *« L'idée est de discuter »,* insiste-t-elle. L'échange entre les étudiants et les professeurs des deux disciplines est un élément essentiel des séances.

Mme Demay ajoute que le partage entre les deux disciplines fait d'ailleurs la force du contenu des films sur l'art. « *Il y a aussi la vision des réalisateurs dont on doit parler,* explique-t-elle. *À mon avis, un bon film sur l'art est la rencontre d'un réalisateur et du regard de l'artiste. Il y a là quelque chose qui sublime l'œuvre d'art, qui l'amène plus loin.* »

Immersion dans l'histoire de l'art et du cinéma

La séance du 19 février, la deuxième de la session, a présenté des extraits de deux séries documentaires, *Les aventuriers de l'art moderne* et *Les petits secrets des grands tableaux*, produites par la chaîne culturelle franco-allemande ARTE. Les discussions ont porté sur le thème de l'immersion dans l'œuvre d'art, un élément qui sera régulièrement abordé au cours de la programmation de la session, selon Mme Demay.

« Le film sur l'art, c'est ça : être le plus près possible de l'œuvre d'art qu'on regarde, avec les techniques qu'on a, décrit la programmatrice et animatrice. *Il y a longtemps, on entrait avec une caméra dans l'atelier de Picasso, par exemple. Aujourd'hui, on le fait avec la modélisation 3D. »* Les séances du ciné-club seront pour elle l'occasion de présenter diverses productions portées par divers supports techniques. *« C'est du 16 mm, ça va être du DVD, ça peut aussi être des expériences à 360 degrés, de la réalité virtuelle, »* détaille-t-elle.

Le Ciné-club OCQ des films sur l'art se tient au Studio C-1070, au pavillon Lionel-Groulx de l'UdeM. *« C'est un lieu très intimiste,* souligne M. Lehmann. *Quand on utilise l'appareillage de projection de la pellicule en 16 mm, l'appareil fait partie de l'environnement. Il y a donc quelque chose de très organique dans l'approche et qui fait que les gens sont plus en lien direct avec le médium.* »

Les prochaines séances auront lieu les mercredis 11 mars et 1er avril.

CRIMES EN SÉRIE

Le professeur en criminologie à l'UdeM Guillaume Louis participe à l'émission *Sur les traces d'un tueur en série.* La série télévisée, dont le style rappelle celui de *True crime*, revisite plusieurs cas de féminicides survenus à Montréal entre 1970 et 1985, encore non résolus à ce jour.

PAR CRISTIAN MIRONESCU

MAXIM POUSHTCHOUK

Photo : Pixabay.com

Dans le cadre de l'émission, le regard universitaire et analytique du professeur se joint à l'expertise du détective privé Claude Sarrazin et de la journaliste Sophie Charest. *« Mon rôle est essentiellement d'orienter les deux, qui, en retour, m'offrent des informations ramenées du terrain »,* rapporte M. Louis.

> ***« Nous avons choisi de raconter ces histoires de la façon la plus fidèle possible et intéressante, tout en étant très humains et empathiques envers les familles. »***
>
> Sophie Charest
> Journaliste

Ensemble, ils étudient l'hypothèse d'un tueur en série. *« Ces informations, je les analyse,* précise le professeur. *J'essaye de voir s'il y a du matériel comparable suffisant dans chaque dossier, pour finalement émettre l'hypothèse qu'il y a un seul meurtrier ou plusieurs. »*

True crime : des faits réels ?

Les informations pertinentes de leurs investigations sont communiquées au public dans la série par le style *true crime,* un genre documentaire s'appuyant sur des faits s'étant réellement produits. Pour Mme Charest, le choix de ce genre est la forme la plus adaptée pour présenter le contexte de l'enquête. *« Nous avons choisi de raconter ces histoires de la façon la plus fidèle possible et intéressante, tout en étant très humains et empathiques envers les familles »*, explique-t-elle.

Même si ce genre est connu pour prendre certaines libertés concernant l'exactitude des faits, la journaliste assure que la série respecte toutes les normes déontologiques. *« Notre approche est basée sur des faits documentés et des témoignages crédibles*, poursuit-elle. *Et quand nous parlons de théories, nous insistons sur le fait que ce sont des théories. Bien qu'elles soient fondées et crédibles, elles doivent ultimement passer l'épreuve des faits. Notre approche est du journalisme d'enquête. »*

M. Louis abonde dans le même sens. Il confirme que le style pourrait représenter un risque au niveau de la crédibilité, mais qu'en même temps, leur approche est faite de manière à éviter les clichés spécifiques au genre. *« Effectivement, dans le* true crime, *beaucoup d'émissions sont réalisées à partir de cas réels, mais elles vont appliquer beaucoup de reconstitutions,* souligne le professeur. *Dès qu'on parle de reconstitutions, on parle de fiction. Dans notre émission, cela n'existe pas. »*

Creuser pour trouver la vérité

Depuis que l'émission est diffusée sur les ondes, l'équipe a reçu un grand nombre de dénonciations qui seront utiles pour son enquête, mais aussi pour le corps policier. *« On peut avoir des témoins qui, à l'époque, pour différentes raisons personnelles, ont décidé de ne pas aller à la police, et qui, 40 ans plus tard, se sentent plus à l'aise de parler*, souligne M. Guillaume. *Ce ne sont pas toujours de bonnes informations, mais il y a de nouveaux faits. C'est juste à travers ces nouveaux faits qu'un cas peut être finalement résolu. »*

Mme Charest révèle que les créateurs de la série restent en communication permanente avec les organes de la police. *« Nous avons collaboré avec plusieurs corps de police importants du Québec : la SQ, le SPVM, la police de Longueuil et celle de Laval. »*, confirme la journaliste.

Elle souligne aussi un autre avantage de la série : les familles des victimes vont finalement soigner d'anciennes blessures. *« Les familles de victimes ont besoin d'être entendues et de sentir qu'une équipe est là, qu'elle déploie des efforts pour elles,* insiste-t-elle. *C'est déjà beaucoup. Cela permet aussi que ces victimes et leurs histoires ne soient pas oubliées. »*

Selon M. Louis, la série aide à la résolution des meurtres par sa simple présence et attire l'attention des téléspectateurs. *« Le but de l'émission est de faire du bruit,* ajoute-t-il. *Ainsi, l'enquête va continuer de tourner. Et ça marche. »*

Sur les traces d'un tueur en série est présentement diffusée sur les ondes de Canal D et est disponible sur Crave.

〉 DÉFINIR UN **TUEUR EN SÉRIE**

D'après M. Louis, un « meurtrier organisé » se distingue d'un « meurtrier désorganisé », selon le degré de planification des crimes commis. Le premier est très méticuleux dans l'exécution de son crime et très attentif au choix de ses victimes. À l'opposé, le meurtrier désorganisé tombe sur une victime dite « d'opportunité », souvent directement au moment de leur rencontre.

FUTURS ARCHITECTES AU SERVICE DE LA COMMUNAUTÉ

Habitués à effectuer des exercices abstraits, des étudiants de troisième année du baccalauréat en architecture de l'UdeM ont apprivoisé les réalités du terrain lorsqu'ils ont dû réinventer le cœur du village de Sutton, en Montérégie.

PAR ANTOINE TRUSSART

Dans le cadre d'un atelier optionnel de troisième année du baccalauréat en architecture, les étudiants du professeur et architecte Pierre Boyer-Mercier ont dû proposer des projets pour un terrain de 70 000 pieds carrés en plein cœur de Sutton, vide depuis la démolition récente de l'usine de textiles Filtex, abandonnée depuis 2004. Ils ont dû arrimer leur proposition à l'environnement villageois et ont eu carte blanche pour le reste du projet.

Le professeur raconte que ce sont des citoyens de la ville qui ont contacté l'école d'architecture de l'UdeM pour proposer ce projet. Les projets proposés par les étudiants en architecture pourront par la suite servir de bases de réflexion à la communauté pour la revitalisation de leur centre-ville.

Les projets étudiants ont fait l'objet d'une exposition au centre Arts Sutton, les 7, 8 et 9 février derniers.

Photo : Courtoisie Pierre Boyer-Mercier

Vivre le terrain

Pour les finissantes au baccalauréat en architecture Corinne Chouinard, Gabrielle Loignon-Lapointe et Meryem Sekhri, ce projet est le plus concret qu'elles ont eu à mener à ce jour dans le cadre de leurs études. *« Agir en étant aussi proche que ça des gens, c'est rare »,* affirme Corinne.

Quatre équipes de trois étudiants se sont déplacées à plusieurs reprises sur le terrain pendant l'automne pour mieux comprendre la réalité des habitants de la petite ville. *« On a commencé par avoir des visites avec certains membres du conseil municipal de Sutton,* explique Gabrielle. *Puis on est retournés à différents moments de la journée et à différents moments de la semaine, pour voir ce qu'est l'achalandage, ce qu'est le quotidien, où sont les gens et où ils ne sont pas. »*

Pour l'équipe de Corinne, il était important de parler aux citoyens, de se promener, de voir les paysages et de s'imprégner de la vie et de l'ambiance de la ville. *« Les gens de Sutton sont vraiment très impliqués, sympathiques, et ils veulent participer,* souligne l'étudiante. *Ils veulent te parler et ils ont plein d'idées. »*

Des projets variés

Une fois leur idée faite sur les besoins et les envies de la population, les étudiants ont élaboré leurs projets. Celui de Meryem a été de créer un ensemble en relation avec son environnement, en continuité avec ce qui existe déjà.

Malgré l'absence de contraintes, son équipe a proposé un projet qu'elle juge « réalisable ». Ils ont proposé un plan comprenant un centre culturel, des résidences artistiques, une serre et un embellissement paysager. *« Nous avons voulu rendre hommage à l'usine Filtex, parce que beaucoup d'habitants de Sutton ont travaillé dans cette usine, dans des conditions souvent difficiles »,* précise Meryem.

Architecture soutenue par la communauté

Une douzaine de Suttonais, dont le maire et le directeur de l'urbanisme, se sont déplacés à Montréal pour assister à la présentation des projets étudiants. Selon Meryem, les étudiants ont été très surpris de constater à quel point les citoyens prenaient leurs idées à cœur.

Ce que les trois finissantes retiennent le plus de l'exercice, c'est le contact concret avec les citoyens qui seront affectés par leurs projets. *« Ce qu'on a un peu moins à l'école, c'est le contact avec les gens, avec les clients*, détaille Corinne. *C'est-à-dire un travail avec les gens, qui, avec leurs idées, vont venir enrichir le projet. »*.

Même son de cloche chez Meryem. *« Ce n'était pas que pour un petit client privé,* ajoute-t-elle. *C'était pour toute une communauté. C'était super motivant de travailler là-dessus. »*

Quant à Gabrielle, le projet lui a permis de confirmer son intérêt pour ce genre d'intervention architecturale. *« C'est lié au côté identitaire, à ce qui fait qu'on s'identifie à un lieu et qu'on se l'approprie,* développe-t-elle. *Ça m'a permis de pousser cette réflexion-là. »*

Le début d'une longue revitalisation

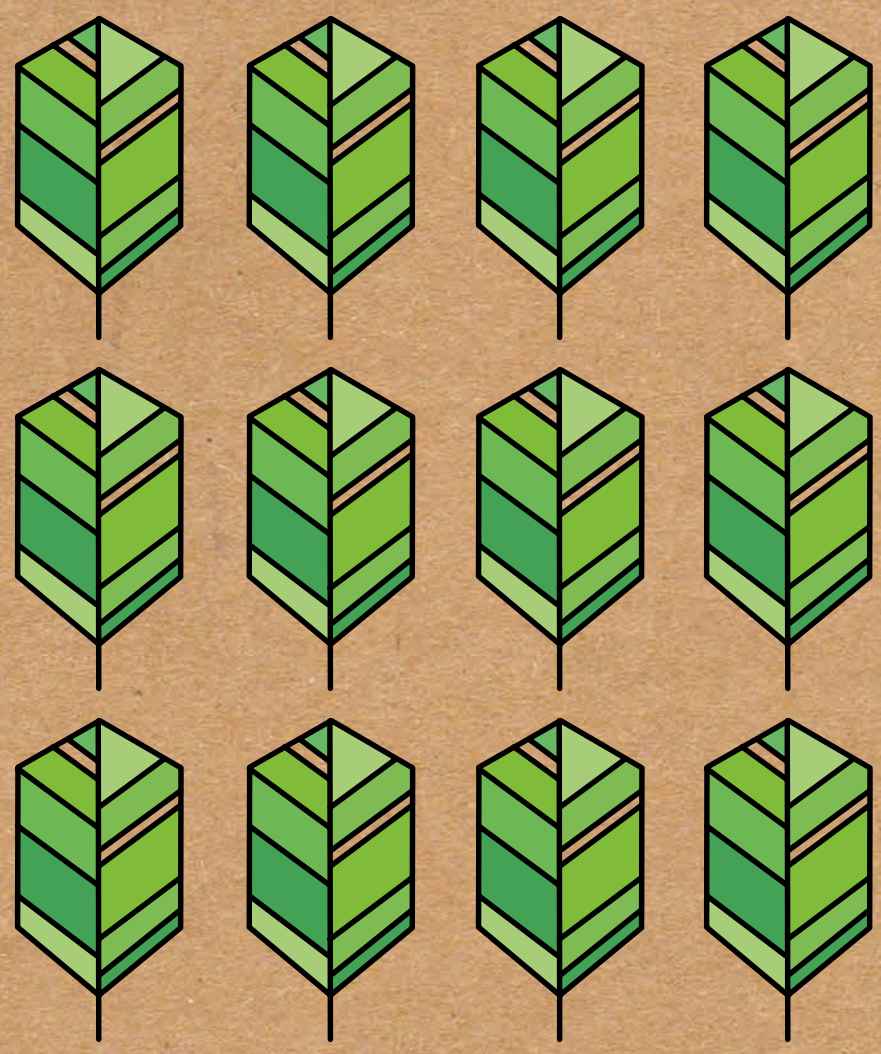
Le lien entre les projets étudiants et les citoyens de Sutton s'est poursuivi grâce à une exposition des maquettes des étudiants au centre d'exposition Arts Sutton les 7, 8 et 9 février derniers, où se sont rendus 280 Suttonais. Ni les étudiants ni leur professeur n'ont pu s'y déplacer en raison de la tempête hivernale qui sévissait au même moment.

« C'est un projet à long terme, précise M. Boyer-Mercier. *Refaire un centre-ville comme ça, ça peut prendre de 10 à 15 ans. »*. Pour lui, il s'agit du premier jalon d'un plus long processus pour la ville de Sutton.

Le contenu des pages de la FAÉCUM est indépendant de la ligne éditoriale de *Quartier Libre*.

DOUZAINE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

9 MARS AU **20** MARS



LANCEMENT | 9 MARS, 16 H À 19 H

UdeM | Pavillion Jean-Coutu | Agora Maurice-et-Rosalid-Goodman

KIOSQUES • BOUCHÉES • COCKTAILS

événement certifié 100% végé, équitable et écoresponsable

FAECUM.QC.CA
#DouzaineDD

FAÉCUM

Université de Montréal